

SOMMAIRE

- ❖ **France Télécom : la direction recense 32 suicides de salariés en deux ans**
- ❖ **Le Crédit Lyonnais : 500 manifestants à Paris pour les salaires**
- ❖ **Areva Transmission et Distribution : les syndicats sous le choc de la cession**
- ❖ **Chiffre de l'emploi : le gouvernement se satisfait de peu**
- ❖ **ST-Ericsson : 600 suppressions d'emplois supplémentaires dans le monde**
- ❖ **TDF : les syndicats redoutent un plan social important**
- ❖ **Musées et monuments nationaux : le ministère défend la réforme et les suppressions d'effectifs**
- ❖ **Bibliothèque Nationale de France : préavis de grève pour le 8 décembre**
- ❖ **Low-cost aérien : un modèle économique cynique**
- ❖ **Amiante : 134 premiers cas sérieux recensés dans l'Éducation nationale**
- ❖ **Accession à la propriété : le risque chômage préoccupe les ménages**

ÉDITO

UN CONGRÈS, DE GRANDES AMBITIONS



La CGT tient son 49^{ème} Congrès à Nantes cette semaine et si certains ne veulent voir dans cet événement qu'un rituel statutaire ou une simple formalité conduisant à l'élection d'un chef, il en va autrement dans la réalité. L'enjeu des débats qui vont s'y tenir et qui se sont tenus dans sa préparation concernent tous les salariés. La première centrale syndicale du pays s'interroge sur ses pratiques, ses structures. Elle réfléchit à être plus proche des salariés dans la diversité de leurs situations. Les bouleversements du paysage économique, les restructurations des entreprises, la précarité grandissante, notamment, obligent à repenser un syndicalisme en qui les salariés placent de grands espoirs, de lourdes responsabilités, mais qu'ils n'investissent pas aussi largement en se syndiquant eux-mêmes.

Si 45 000 salariés ont fait le choix de prendre une carte à la CGT cette année, si la CGT a renforcé son audience à l'occasion des élections prud'homales il y a tout juste un an cette semaine, elle doit cependant repenser ses structures professionnelles et territoriales pour que les sala-

riés puissent pousser la porte de la CGT, qu'ils y restent adhérents, qu'ils puissent y avoir une vie syndicale riche, démocratique. Elle doit s'adapter pour être vraiment le syndicat de tous les salariés.

Ce questionnement vaut pour toute la CGT et notamment l'UGICT-CGT en direction des salariés les plus qualifiés et en responsabilités. Il n'y a en effet aucune fatalité à la faible syndicalisation dans notre pays, pas plus qu'il n'y a d'obstacle insurmontable à la syndicalisation des cadres, ingénieurs et techniciens. Il y a encore moins de « *syndicat naturel* » pour les cadres. Les progrès d'audience de la CGT lors des dernières élections prud'homales dans nos catégories sont un élément encourageant. Les enquêtes et sondages montrent à la fois la prise de distance, pour ne pas dire le divorce, entre les discours managériaux et les salariés en responsabilités. De même, les questions de salaires, de pouvoir d'achat, de reconnaissance des qualifications sont au centre des préoccupations. Les enquêtes d'opinion conduites durant les mouvements sociaux du printemps 2009 avaient montré l'adhésion des cadres aux contenus revendicatifs portés dans l'unité et leur sympathie pour la démarche initiée par les 8 centrales syndicales.

Tandis que tout dans la gouvernance des entreprises pousse à l'isolement des salariés, à leur mise en concurrence permanente, le syndicalisme doit permettre de questionner les finalités du travail, de remettre en question un management qui régit non seulement l'organisation du travail, le fonctionnement de l'entreprise, mais aussi sa stratégie. Il constitue un des moteurs de la crise actuelle. Il est la cause de souffrances qui sont aujourd'hui révélées en pleine lumière par l'actualité des suicides. C'est à ce management au service de la financiarisation que l'UGICT-CGT s'attaque. Elle ne pourra le faire qu'en étant comme toute la CGT, mieux implantée, plus présente dans les entreprises, forte de plus de syndiqués et notamment de jeunes.

France Télécom : la direction recense 32 suicides de salariés en deux ans



Sur demande de l'inspection du Travail, la direction du groupe a annoncé mardi avoir recensé 32 suicides « en deux ans, dont 17 en 2009 ».

[...] « Ce chiffre a été communiqué, en toute transparence, à l'Inspection du Travail », a précisé la direction dans un communiqué, mais elle a aussi indiqué ne pas pouvoir préciser le nombre de suicides ayant eu lieu au travail, ce qui peut sembler tout de même assez incroyable.

On a en effet du mal à croire que l'on puisse se donner la mort au travail sans que la direction en soit informée.

La transparence a donc encore ses limites...

Le Crédit Lyonnais : 500 manifestants à Paris pour les salaires

Se proclamant « *Salariés, mais pas banquiers* », quelques 500 personnels de LCL ont manifesté à l'appel d'une inter-syndicale CFDT-CFTC-CGT-FO-SNB/CFE-CGC le 2 décembre à Paris à l'occasion d'une dernière séance de négociations salariales.

Après plusieurs séances de négociations salariales, la direction a proposé une enveloppe de 1,6 % d'augmentation de la masse salariale pour 2010, uniquement en mesures individuelles, enveloppe portée à 1,9 % mercredi. Les syndicats réclament « *une augmentation générale pour tous* » et plusieurs sont ressortis déçus de la séance de mercredi. « *La perspective d'une grève est à l'ordre du jour* », a précisé Claude Moll (CGT).

Le mécontentement monte dans plusieurs banques sur les négociations salariales. A la Société Générale, lors d'une dernière séance tenue mercredi, la direction a porté l'augmentation générale de 0,7 à 0,9 % (avec un minimum de 250 euros) et le « *dividende du travail* » (complément d'intéressement) de 600 à 1 000 euros.



Areva Transmission et Distribution : les syndicats sous le choc de la cession



Les trois principaux syndicats du groupe public Areva, CGT, CFDT et CGC, ont émis de violentes protestations mardi à l'annonce de la cession de la branche Transmission et distribution aux industriels Alstom et Schneider.

« *Surprenant, ce choix n'a aucune rationalité, c'est le plus mauvais sur le plan social, ce n'est pas le meilleur sur le plan financier et il est catastrophique sur le plan industriel* », a réagi notamment Alain Roumier pour la CGT.

« *Le processus a été escamoté, nous serons très attentifs aux recours qui seront lancés par les candidats évincés et nous saisisons la Commission des titres et participations* », a-t-il ajouté.

Chiffre de l'emploi : le gouvernement se satisfait de peu

Après cinq trimestres de hausse, le taux de chômage a « *marqué le pas* » en métropole, restant comme au deuxième trimestre à 9,1 %, au niveau de début 2006.

Une nouvelle jugée « *encourageante* » par le gouvernement mais relativisée par des économistes.

Jugeant « *étonnante* » la stagnation du taux de chômage, l'économiste Eric Heyer (OFCE) a déclaré à l'AFP que « *le taux de chômage est resté stable parce qu'il y a eu plus de sorties de la population active notamment de chômeurs découragés, principalement des jeunes, qui ne cherchent pas d'emploi* ».



ST-Ericsson : 600 suppressions d'emplois supplémentaires dans le monde



L'entreprise commune au fabricant franco-italien ST-Microelectronics et à l'équipementier télécoms suédois Ericsson, envisage de supprimer 600 emplois de plus dans le monde dans le cadre d'un nouveau plan de restructuration visant à économiser 115 millions de dollars par an.

ST-Ericsson avait déjà annoncé en avril la suppression de 1 200 emplois dans le monde sur un total de 8 000 salariés.

Il avait précisé que cette réduction d'effectifs était liée à la fusion des activités des deux sociétés, à « *des ventes en baisse et une visibilité limitée quant au redressement du marché* ».

TDF : les syndicats redoutent un plan social important

Les syndicats de TDF, principal diffuseur audiovisuel, craignent l'annonce prochaine d'un plan social important, alors qu'un premier plan de départ proposé par la direction et destiné à supprimer 374 postes sur 2 400 a été rejeté.

De source syndicale, on affirme que l'aile dure des actionnaires de TDF pousse à un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE, plan social) pour une rentabilisation à court terme. Il serait présenté à la mi-décembre.

Il faut rappeler que TDF a été vendue par France Télécom en 2002 et rachetée dans le cadre d'une opération de LBO (« *leverage buy-out* »). L'entreprise a déjà perdu 900 emplois depuis 2001. En 2007, un deuxième LBO a fait entrer au capital le fonds d'investissement Texas Pacific Group (l'actionnaire de référence, 42 %), la Caisse des dépôts (24 %) et Axa.



Musées et monuments nationaux : le ministre défend la réforme et les suppressions d'effectifs

La grève dans les musées et monuments nationaux s'est étendue jeudi touchant Versailles et le Louvre, le Centre Pompidou et le musée d'Orsay qui ont fermé leurs portes. La grève reconductible lancée par l'intersyndicale CGT, CFDT, SUD, FO, CFTC, FSU, UNSA du ministère de la Culture s'est donc durcie après la rencontre des organisations syndicales avec Frédéric Mitterrand. A l'issue de plus de deux heures d'entretien jeudi en fin d'après-midi avec le ministre de la Culture, l'intersyndicale a dénoncé « *une fin de non recevoir absolue* » de M. Mitterrand sur les suppressions d'emplois.

Les syndicats protestent contre les réductions d'effectifs à venir chez les opérateurs culturels publics, dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP), qui prévoit le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux.



Bibliothèque Nationale de France : préavis de grève pour le 8 décembre



Un préavis de grève a été lancé à l'appel de l'intersyndicale (CGT, SUD, FSU, CFDT, FO à l'exception de la CFTC) qui dénonce les réductions d'emplois prévues parallèlement à une augmentation des missions confiées aux personnels, comme la numérisation des livres.

Par ailleurs, un préavis de grève reconductible a été lancé pour le 14 décembre à la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration (CNHI) à Paris par la CGT et la CFDT-Culture, pour exiger la mise en place d'une grille de rémunération et « *obtenir les moyens du financement d'une politique salariale* ».

Low-cost aérien : un modèle économique cynique

La CGT-Union Interfédérale des Transports vient de remettre au ministre des Transports un mémorandum exigeant des dispositions réglementaires et législatives strictes sur les conditions sociales et de travail des salariés des compagnies aériennes low-cost.

De plus, elle engage une campagne publique, en saisissant les parlementaires, les présidents de Conseils Régionaux et Généraux afin que les compagnies low-cost qui exercent leur activité en France et en Europe respectent les règles de droit français et européen.



Amiante : 134 premiers cas sérieux recensés dans l'Éducation nationale

Selon un document révélé par *Le Monde*, un tout premier recensement réalisé par le ministère de l'Éducation nationale sous forme d'un questionnaire, concernant les agents nés en 1949 et avant, fait état de 134 personnes ayant été fortement exposées à l'amiante. Les agents ayant travaillé dans des bâtiments préfabriqués ou des gymnases sont susceptibles d'avoir été exposés.

Reste que les agents qui sont en retraite depuis plusieurs années n'ont pas eu ces questionnaires, si bien que les résultats pourraient « sous-estimer » le problème.



Accession à la propriété : le risque chômage préoccupe les ménages

Selon une enquête menée auprès des visiteurs de l'Agence nationale pour l'information sur le logement (Anil), le risque de perte d'emploi est la principale préoccupation (pour 30 %) des personnes souhaitant accéder à la propriété ou déjà propriétaires de leur logement, bien avant le divorce ou la séparation des couples (15 %).